



Brésil - 100 jours en prison: Preta Ferreira ne sortira pas; Carmen Silva, leader des sans-toits, obtient un habeas corpus.

Par [Luc Duffles Aldon](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2019

[Autres Brésil](#) 6 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

La justice de São Paulo a approuvé, 3 octobre 2019, le procès en habeas corpus de la coordinatrice du Mouvement des Sans Toit du Centre (de la ville de Sao Paulo), Carmen Silva. Elle avait été arrêtée le 6 août. Avec cette décision, les dirigeants du mouvement des sans-abri devront se conformer à certaines mesures de précaution alternatives à l'incarcération.

Arrêtées le 24 juin, Sidney Ferreira et Preta Ferreira, du Mouvement des sois-toits du Centre (MSTC [de Sao Paulo]), ainsi qu'Edinalva Silva Ferreira et Angélica dos Santos Lima, du Mouvement pour un logement pour tous (MMPT). Ces arrestations ont été converties, quatre jours plus tard, en détention préventive, ou plutôt en prison indéfiniment.

Devant la prison, en août 2019, Le Slam das Minas a protesté contre l'emprisonnement politique de Preta Ferreira

Preta Ferreira et Sidney Ferreira, sont en prison depuis plus de cent jours. Ils ont été arrêtés à la suite des mêmes accusations que Carmen. Les avocats attendent toujours le procès en habeas corpus. Voici les informations de Jornalistas Livres, Jornal GGN et Rede Brasil Atual.

Interview de Preta Ferreira par Jornalistas Livres

Cette histoire traîne depuis le 11 juillet, date à laquelle le ministère public de l'État de São Paulo a dénoncé 19 militant.es de différents mouvements de logement. La plainte, signée par le procureur Cassio Roberto Conserino, accuse le groupe d'association criminelle et d'extorsion.

Le 24 juin, quatre militant.es avaient été arrêté.es. Sidney Ferreira et Preta Ferreira, du Mouvement des sois-toits du Centre (MSTC [de Sao Paulo]), ainsi qu'Edinalva Silva Ferreira et Angélica dos Santos Lima, du Mouvement pour un logement pour tous (MMPT). Ces arrestations ont été converties, quatre jours plus tard, en détention préventive, ou plutôt en prison indéfiniment.

Cette enquête fait suite à celle sur l'effondrement du bâtiment Wilton Paes de Almeida, à Largo Paissandu, qui a eu lieu en mai 2018. Le bâtiment était sous la responsabilité du Mouvement de lutte sociale pour le logement (MLSM). Au moment de l'effondrement, il abritait environ 150 familles.

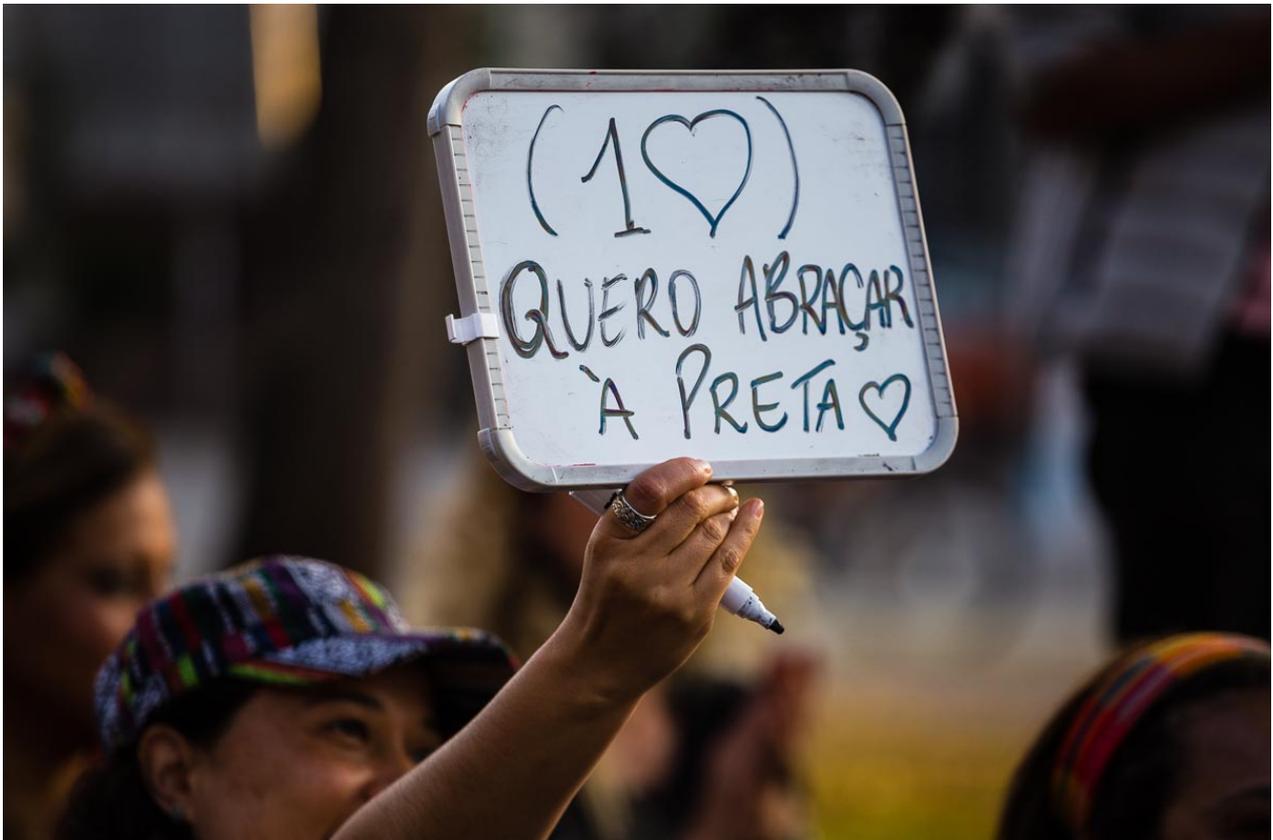


Photo : Sérgio Silva/Ponte Jornalismo

La logique du procureur Conserino est difficile à comprendre puisque tous les militants détenus ne faisaient pas partie de l'occupation de Wilton Paes. Ils l'ont rejoint, après le glissement de terrain, en organisant des comités de soutien en aide aux familles affectées.

Le ministère public a déposé une plainte sur la base d'une lettre de dénonciation qui a également servi de base à l'enquête policière. Le site web Jornalistas Livres a tracé le document et a révélé qu'il s'agissait d'une copie d'un texte qui circulait sur les réseaux d'extrême droite, sans aucun lien avec les résidents de l'occupation.

Le 6 août, Erika Soares de Azevedo Mascarenhas, juge au 6e Tribunal pénal de la Cour de Justice de São Paulo, a accepté la plainte du ministère public et demandé la détention préventive de neuf autres personnes, y compris Lilian Ferreira, Adriana Ferreira et Carmen Silva, toutes du MSTC.

Dans son jugement, la juge a tenu pour acquis les témoignages recueillis au cours de l'enquête. Elle a utilisé des expressions telles que « folle avidité », « ambition excessive » ou « égoïsme excessif » pour expliquer ce qu'elle croyait être une collusion de mouvements, qu'elle a appelé « pouvoir parallèle » ayant pour but d'extorquer la population.

Preta Ferreira est défendue par les avocats Augusto Arruda Botelho, Allyne Andrade e Silva et Beto Vasconcelos. Liliane Ferreira et Adriana Ferreira seront défendues par les avocats Pierpaolo Cruz Bottini, Igor Sant'Anna Tamasauskas et Tiago Sousa Rocha. Amanda Santos Cayres s'occupera du cas de Sidney Ferreira. Theo Dias et Francisco Queiroz sont les avocats de Carmen Silva.

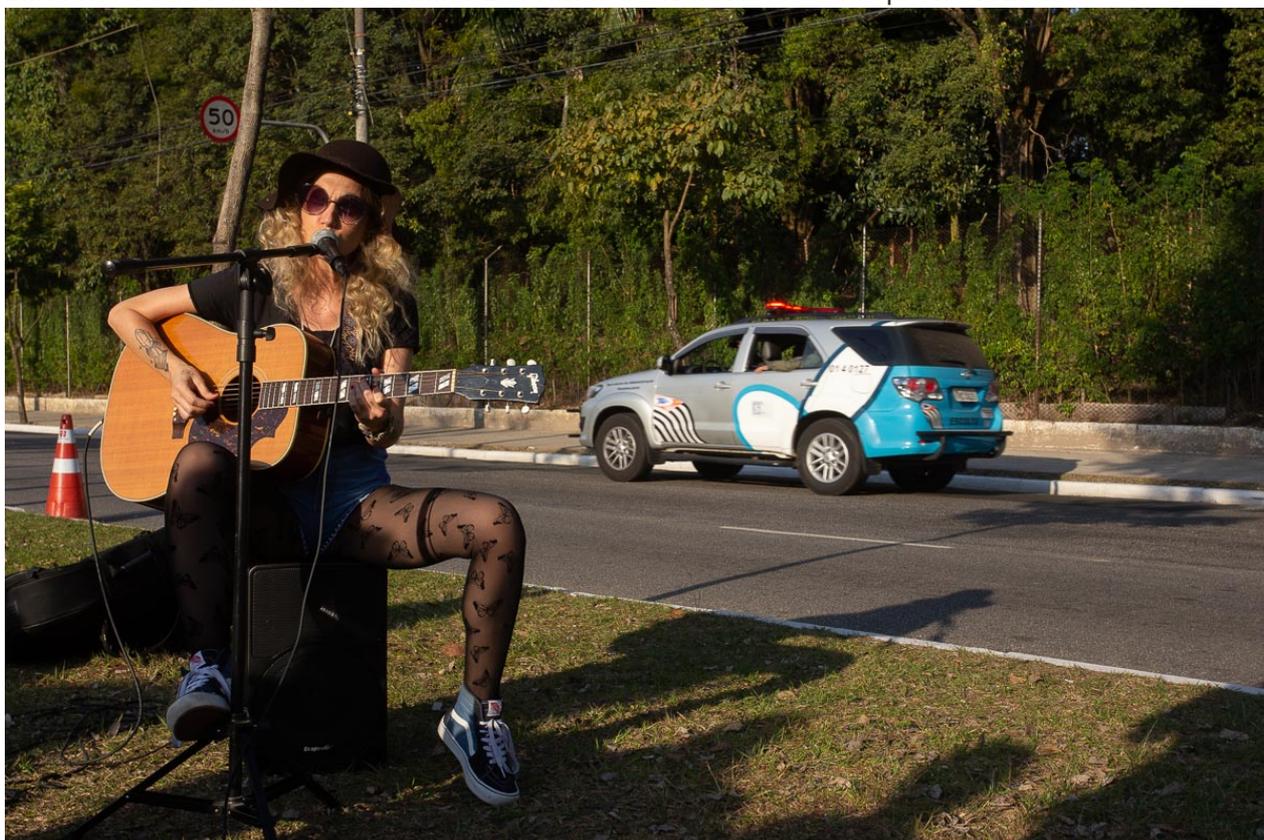
Ce compte rendu est une traduction de Ponte Jornalismo

À l'occasion de la bataille de poésie, les participants ont manifesté contre ce qui est

considéré comme une persécution des mouvements de lutte pour le logement
Slam das Minas a demandé la libération de Preta Ferreira, leader du mouvement qui lutte
pour le logement dans la ville | Photo : Sérgio Silva/Ponte Jornalismo



Ce dimanche après-midi, 18 septembre, le collectif Slam das Minas de São Paulo a organisé sa traditionnelle bataille de poésie. Cette fois, l'étape choisie a été le site en travaux de l'Avenue Général Ataliba Leonel, en face du pénitencier pour femmes de Santana, dans la zone nord de la ville de São Paulo. Les rimes sont devenues des protestations.



La chanteuse Ana Canãs a chanté pendant le Slam | Photo : Sérgio Silva/Ponte Jornalismo

L'emplacement de cette étape a été choisi pour porter le cri de liberté à la chanteuse et militante Janice Ferreira da Silva, plus connue sous le nom de Preta Ferreira, et membre du MSTC (Mouvement des Sans-Toits du Centre). Elle lutte pour le droit au logement dans la capitale de São Paulo. Preta est emprisonnée depuis le 26 juin [100 jours de prison, le 5/10/2019], accusée avec d'autres dirigeant.es d'extorsion et d'enrichissement illicite dans le cadre de l'incendie et de l'effondrement du bâtiment Wilton Paes de Almeida, au centre de la capitale de São Paulo.



Photo : Sérgio Silva/Ponte Jornalismo

En plus des poétesses qui ont participé à cette édition du Slam das Minas, comme Vic Sales, Luiza Romão, Jade Quebra, entre autres, la chanteuse et compositrice Ana Canãs, l'actrice Maria Casadevall étaient présentes auprès des organisatrices Mel Duarte, Luz Ribeiro et Pam Araújo.

Photo : Sérgio Silva/Ponte Jornalismo

Preta Ferreira est détenue depuis près de deux mois et sa dernière demande d'Habeas Corpus a été rejetée par la Tribunal de Justice de São Paulo. Selon le procureur Cassio Roberto Conserino, les mouvements de logement sont liés au crime organisé, en particulier à la faction du Premier Commandement de la capitale, selon la plainte déposée contre elle.

Luc Duffles Aldon

Les photos sont de Sérgio Silva/Ponte Jornalismo

La source originale de cet article est [Autres Brésil](#)
Copyright © [Luc Duffles Aldon](#), [Autres Brésil](#), 2019

Articles Par : [Luc Duffles Aldon](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca